

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANNECY BETON CARRIERES

14 chemin des grèves
Cran Gevrier
74960 Annecy

Références : [20250704-RAP-InspABCDesingySecheresse-vs](#)
Code AIOT : 0006101769

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement ANNECY BETON CARRIERES implanté Lieu-dit la Planaz LA PETITE COTE 74270 Desingy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le contexte d'épisode de sécheresse et à l'activation du niveau d'alerte sécheresse à partir du 28 juin 2025 (arrêté n° DDT-2025-0997 du 27 juin 2025)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANNECY BETON CARRIERES
- carrière de la Planaz LA PETITE COTE 74270 Desingy
- Code AIOT : 0006101769
- Régime : Autorisation

La société ANNECY BETON CARRIERE été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à sec de matériaux alluvionnaires sur la commune de Desingy, par arrêté préfectoral (AP) du 16 juin 2014 pour une durée de 25 ans.

L'extraction est autorisée sur 31,5 ha sur un périmètre d'exploitation d'environ 51 ha. A la date de l'Arrêté préfectoral de renouvellement le gisement a été estimé à 8 235 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 330 000 tonnes/an en moyenne et 400 000 t/an au maximum. Dans le cadre de la remise en état, le remblayage par apport de déchets inertes extérieurs est autorisé afin d'assurer la réinsertion du site. Le remblayage total autorisé est de 3 200 000 t.

Des installations de traitement sont également autorisées sur site avec le lavage des matériaux.

Thèmes de l'inspection : AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Installations de lavage des granulats	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 28
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 32.1
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 32.1
4	Stabilité dépôts de stériles	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 21
5	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité.

L'exploitant respecte les seuils de prélèvement dans le Rhône. Cependant les volumes autorisés étant largement supérieurs aux besoins constatés, il est proposé un arrêté préfectoral complémentaire afin d'actualiser les volumes de prélèvement dans le Rhône avec une baisse de 30 % des volumes à 100 000 m³/an (constat n°2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de lavage des granulats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2025, Installations de lavage des granulats
Prescription contrôlée : L'installation de lavage des matériaux est située sur une aire bétonnée. Le lavage des matériaux est réalisé en circuit fermé, à partir d'une fosse de collecte des eaux clarifiées dans laquelle sont collectées : <ul style="list-style-type: none">• les eaux de ruissellement de la plateforme de l'installation de traitement ;• les eaux de lavage préalablement décantées ;• l'ensemble des eaux de ruissellement collectées sur le site (piste d'accès, zone des stocks...) L'appoint d'eau est assuré par un prélèvement dans le Rhône. L'exploitant met en place un suivi et une maintenance de ces installations permettant de garantir une efficacité de recyclage de 92 %. À ce titre, sont mesurées en continu, les quantités d'eau d'appoint et les quantités d'eau consommées en entrée d'installation de traitement. L'exploitant effectue un bilan annuel du fonctionnement de l'installation permettant de calculer le taux de recyclage effectif et de proposer les actions d'amélioration éventuelles.
Constats : L'exploitant, à travers son logiciel de suivi de l'installation de lavage des matériaux, peut suivre le taux de recyclage des eaux qui est d'environ 96 %.

<p>L'exploitant récupère les eaux de ruissellement de la carrière par deux points : le bassin de lagunage en entrée de site et un autre bassin sur le carreau de la carrière récupérant les eaux du secteur en exploitation. Ces deux points de relevage sont équipés de compteur.</p> <p>Le laveur de roue a été mis en circuit fermé en 2022. L'eau utilisée pour le laveur est aussi suivi par un compteur. La consommation moyenne journalière sur 2024 était de 14 m³/jour et pour 2025 la moyenne était de 25 m³/j. Ces eaux sont recyclées avec un passage par le bassin de décantation (lagunage sur le plan de gestion des eaux de la carrière transmis par l'exploitant).</p> <p>L'eau utilisée pour l'arrosage des pistes avec une citerne mobile et un tracteur est suivi par un tableau depuis 2025 avec le nombre de citernes remplies. La consommation des 3 derniers mois était de 12 m³ en avril, 4 m³ en mai et 46 m³ en juin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Prélèvement d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 32.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prélèvement d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement des matériaux sont alimentées depuis un prélèvement d'eau effectué dans le Rhône, en amont immédiat du barrage de Seyssel. Ce prélèvement est réalisé conformément aux engagements de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le débit journalier est limité à 600 m³/jour • le volume annuel est limité à 150 000 m³/an.
<p>Constats :</p> <p>Le volume annuel prélevé au Rhône est en moyenne depuis 2020 de 27 000 m³ par an. Les données de consommation de 2024 déclarées dans GERE et dans le PSH (plan de sobriété hydrique) de l'exploitant ne sont pas les mêmes. L'exploitant a bien confirmé le chiffre de 23 885m3 pour 2024 indiqués dans le PSH.</p> <p>Les moyennes journalières prélevées dans le Rhône sont comprises entre 34 et 130 m³/jour sur les années 2023 à 2025. L'exploitant respecte les limites de prélèvement de son arrêté.</p> <p>Considérant que les périodes de sécheresses se multiplient et s'intensifient en Haute-Savoie, la préservation de la ressource en eau devient un enjeu majeur. Il devient alors nécessaire de préserver cette ressource.</p> <p>Les besoins de l'exploitation ne nécessitant pas un prélèvement de 150 000 m³/an, il est donc proposé à madame la préfète, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral de mesures additionnelles afin de diminuer d'environ 30 % le niveau de prélèvement total autorisé, soit de 150 000 m³/an à 100 000 m³/an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 32.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sécheresse</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de sécheresse, il pourra être demandé à l'exploitant de limiter voire différer ses prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté cadre du 7 mai 2024 fixant les mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse ne s'applique pas au Rhône, et donc ne s'applique pas au prélèvement de la carrière.</p> <p>Cependant, l'exploitant a rédigé un PSH (plan de sobriété hydrique) qui comprend un état des lieux des consommations et les actions de réductions des consommations.</p> <p>Le document présente la consommation annuelle et journalière, l'évolution de la consommation d'eau depuis 2019, les quantités d'eau utilisées pour les différents usages (installation de traitement, arrosage des pistes, laveur de roue).</p> <p>Les actions mises en place pour réduire le prélèvement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2021 : relevage des eaux de ruissellement de la plateforme ; • 2022 : mise en circuit fermé du décrotteur ; • 2025 : suivi des consommations arrosage des pistes par un tableau (compte du nombre de citernes). <p>Le taux de recyclage de 96 % atteint par l'installation de traitement, principal poste consommateur est très élevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Stabilité dépôts de stériles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité dépôts de stériles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de stockage des matériaux stériles issus de l'exploitation et considérés comme des terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis l'étude géotechnique réalisée par Géolithe datée du 20/06/2025. L'étude s'appuie sur des visites sur site du géotechnicien en décembre 2023 et février 2024 et des sondages. Aucun signe d'instabilité n'a été mis en évidence : pas de signe d'affaissement, de fissures ou de déformation des pentes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de carrière
Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Constats : Lors de l'inspection un écoulement d'eau avec des dépôts rougeâtres a été observé sur les remblais. L'exploitant a déclaré faire des prélèvements rapidement pour connaître la nature des écoulements et faire procéder aux analyses. L'exploitant a transmis les résultats par courriel du 28 août 2025. Les analyses ne montrent pas la présence d'hydrocarbures, métaux lourds, PCB, HAP, composés volatils halogénés ou aromatiques. Seules des teneurs un peu élevées par rapport aux seuils de potabilité, en fer, manganèse, aluminium et sulfates ont été trouvées. Le bureau d'étude explique la couleur rouge par des conditions anoxiques liées au remblaiement avec des argiles très imperméables et la présence de ferrobactéries. Le phénomène s'observe fréquemment pour des eaux stagnantes faiblement oxygénées ou des écoulements très lents comme c'était le cas sur la carrière. Au vu des conclusions du bureau, l'impact est négligeable.
Type de suites proposées : Sans suite